

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
(NOUVELLE ADRESSE pour vos correspondances)
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.22.569
Réf. Préf. : Affaire n° - / Dossier n°2020/0269
n°A IOT/GUN : 0006311209

La Roche sur Yon, le 30 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sablière PALVADEAU LES DOUEMES

Carrière de la Poillère
85300 CHALLANS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement Sablière PALVADEAU LES DOUEMES implanté à La Poillère 85300 CHALLANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 autorisant l'exploitation de la carrière de la Poillère. Il s'agit de la première visite post-arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sablière PALVADEAU LES DOUEMES
- La Poillère 85300 CHALLANS
- Code AIOT : 0006311209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°21-DRACTAJ-1-320 du 31 mai 2021, la société PALVADEAU a été autorisée à exploiter pour une durée de 20 ans une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Challans au lieu-dit « La Poillère ».

L'exploitation est réalisée à la pelle sans pompage des eaux.

Le remblaiement par des déchets inertes est autorisé dans le cadre de la remise en état du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- travaux préalables,

- travaux en phase 1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité d'extraction n'a pas encore commencé. Les travaux préliminaires sont en cours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 31/05/2021, article 3.1	/	Sans objet
2	Travaux en phase 1	Arrêté Préfectoral du 31/05/2021, article 3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux préliminaires, avant le début de l'extraction, sont en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2021, article 3.1
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1- Aménagements préliminaires</p> <p>Article 31.1 - Clôture</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.</p> <p>L'accès à outre zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p>Les zones clôturées ou dispositifs équivalents peuvent être modifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation néanmoins leur efficacité ne doit pas être remise en cause</p> <p>Article 3.1.2- Panneaux</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</p> <p>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire</p> <ul style="list-style-type: none">> des panneaux interdisant l'accès du public au site ;> des panneaux avertissant des dangers du site. <p>Article 3.1.3- Bornage</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer > des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;</p> <ul style="list-style-type: none">> un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté. <p>Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.</p> <p>Article 3.1.4 - Accès à la voirie publique</p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.</p> <p>L'accès au site se fait à partir de la voie communale à l'Ouest du site.</p> <p>Article 3.1.5 - Réseau de dérivation des eaux de pluie</p> <p>Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.</p> <p>Article 3.1.6 - Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières</p> <p>Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation (de l'extension),</p>

<p>mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.5 ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de Challans.</p> <p>Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.4 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : La clôture du site est en cours. Les accès agricoles via les champs voisins doivent encore faire l'objet d'un échange avec l'agriculteur exploitant les terrains non exploités du site (au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction).</p> <p>Le portail d'entrée pour l'accès à la voie publique est actuellement une barrière amovible fermée via un dispositif mécanique. La mise en place du portail est prévue pour le début d'année 2023.</p> <p>Les bornes ont été mises en place.</p> <p>Les panneaux d'identification de l'exploitant et d'interdiction d'accès sont présents à l'entrée du site.</p> <p>Saisissez du texte ici</p> <p>Les travaux d'extraction n'ont pas débuté.</p>
<p>Observations : Lorsque les travaux préliminaires seront réalisés l'exploitant devra informer le maire et le préfet de la réalisation de ces travaux (art.3.1.6). La transmission au préfet devra être complétée des éléments relatifs à la constitution des garanties financières (actualisées).</p> <p>De plus, avant le début de l'exploitation, l'exploitant devra procéder à une première analyse d'autosurveillance sur les eaux de la fosse (articles 6.4.3 et 10.1 de l'AP).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Travaux en phase 1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2021, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Travaux en phase 1</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux sont menés en 4 phases de 5 années ici résumées :</p> <p>> Phase 1 : mise en place des éléments de sécurisation (clôture, affichages,...). aménagement de la compensation relate à la zone humide, création de la piste d'accès (parcelle F917), aménagement de la zone humide (parcelle F917), mise en place des merlons (limites Nord-Est « Le Guy » et Sud-Est « La Poillère »), début de l'extraction</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Les travaux de compensation n'ont pas été entamés à la date de la visite.</p> <p>La création de la piste d'accès avec le passage sur le ruisseau est en cours.</p> <p>Le merlon n'a pas été mis en place.</p> <p>Les travaux sont en cours de réalisation, l'inspection ne constate pas à l'heure actuelle de non-conformité sur ce point de contrôle.</p> <p>(cf observations).</p>
<p>Observations : Pour mémoire, les travaux de compensation doivent être accompagnés par un bureau d'étude (article 4.3.4 de l'AP) reconnu pour ses compétences en biologie/écologie.</p> <p>Les mesures relatives à la compensation des haies (article 4.3.3 du même arrêté) peuvent également être accompagnées par ce prestataire afin de pouvoir attester du bon déroulement de ces travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>